

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[C - 99/00771]

7 OCTOBRE 1999. — Circulaire d'application de l'arrêté royal du 6 octobre 1999 déterminant les critères justifiant l'introduction d'une demande de régularisation de séjour sans devoir fournir la preuve des circonstances exceptionnelles visées à l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Introduction

L'arrêté royal du 6 octobre 1999 permet la régularisation d'étrangers en séjour illégal sur base d'un des quatre critères énumérés ci-après :

- durée de la procédure d'asile supérieure à quatre ans
- impossibilité de retourner
- maladies graves
- circonstances humanitaires et attaches sociales

Il y aura, dans le cadre d'une nouvelle politique globale en matière d'asile et d'immigration, une opération de régularisation qui répond à des critères stricts et à un examen objectif des demandes individuelles par une Commission de régularisation indépendante.

La collaboration active des communes est indispensable afin que les opérations se déroulent dans un climat de confiance et avec toute l'assistance nécessaire.

Les bourgmestres doivent veiller à organiser l'accueil des candidats à la régularisation et à leur donner toutes les informations nécessaires pour introduire leurs demandes conformément au prescrit de l'arrêté royal.

Pour que les demandes puissent être examinées par la Commission de régularisation, les communes doivent constituer un dossier à son attention, qui contient les éléments prévus à l'article 8 de l'arrêté royal. A cet effet, un formulaire devra être rempli par le demandeur.

Le dossier sera complété par un rapport social contenant tous les éléments utiles à l'examen de la demande, auxquels pourront être joints tous les documents utiles qui seraient encore produits par le demandeur.

1. Champ d'application

La présente circulaire remplace la circulaire du 15 décembre 1998 concernant l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement d'étrangers, ainsi que la régularisation de situations particulières (*Moniteur belge* du 19 décembre 1998), à l'exception de la première partie de cette dernière circulaire qui reste intégralement d'application, sous réserve de dispositions qui font référence à la deuxième partie de celle-ci.

Les circulaires :

- du 30 janvier 1997 relative aux victimes de la traite des êtres humains (*Moniteur belge* du 21 février 1997);
- du 12 octobre 1998 relative aux personnes séjournant illégalement dans notre pays et qui sont mariées avec un Belge ou avec un citoyen de l'Union européenne (*Moniteur belge* du 6 novembre 1998);
- du 27 octobre 1997 relative aux expatriés bosniaques (*Moniteur belge* du 18 novembre 1997);
- du 30 septembre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour provisoire sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable (*Moniteur belge* du 14 novembre 1997),

restent d'application.

Si une demande est déposée hors délai, ou ne satisfait pas aux critères tels que décrits dans l'arrêté royal du 6 octobre 1999, le demandeur peut toujours invoquer auprès du Ministère compétent des circonstances exceptionnelles visées à l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00771]

7 OKTOBER 1999. — Omzendbrief in toepassing van het koninklijk besluit van 6 oktober 1999 tot bepaling van de criteria die rechtvaardigen dat er een aanvraag tot regularisatie van verblijf ingediend wordt zonder dat men het bewijs moet leveren van de buitengewone omstandigheden bedoeld in artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Inleiding

Het koninklijk besluit van 6 oktober 1999 laat de regularisatie toe van illegale vreemdelingen op grond van één van de vier volgende criteria:

- duur van de asielprocedure langer dan vier jaar of drie jaar
- onmogelijkheid terug te keren
- ernstige ziekten
- humanitaire redenen en sociale banden

In het kader van het nieuwe globale asiel- en migratiebeleid zal er een regularisatieproces plaatsvinden dat aan strikte criteria beantwoordt. De individuele aanvragen worden door een onafhankelijke Commissie voor regularisatie aan een objectief onderzoek onderworpen.

De actieve medewerking van de gemeenten is onontbeerlijk opdat dit in een klimaat van vertrouwen en met de nodige bijstand zou kunnen verlopen.

De burgemeesters moeten het onthaal van de kandidaten voor regularisatie organiseren en hen alle nodige informatie verstrekken zodat zij hun aanvragen kunnen indienen overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit.

Opdat de Commissie voor regularisatie de aanvragen zou kunnen onderzoeken, moeten de gemeenten een dossier samenstellen ter attentie van deze commissie. Dit dossier moet de in artikel 8 van het koninklijk besluit bepaalde elementen bevatten. De aanvrager zal hiertoe een formulier invullen.

Het dossier zal aangevuld worden met een sociaal verslag dat alle gegevens bevat om de aanvraag te kunnen onderzoeken. Hieraan kunnen alle nuttige documenten worden toegevoegd die de aanvrager nog zou voorleggen.

1. Toepassingsgebied

Huidige omzendbrief vervangt de omzendbrief van 15 december 1998 over de toepassing van artikel 9, derde lid van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de regularisatie van bijzondere situaties, met uitzondering van deel 1 van deze omzendbrief, dat behoudens de bepalingen die verwijzen naar deel 2 onverkort van toepassing blijft.

De omzendbrieven

- van 30 januari 1997 betreffende de slachtoffers van de mensenhandel (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1997);
- van 12 oktober 1998 betreffende een illegaal in het land verblijvende persoon gehuwd met een Belg of met een EU onderdaan (*Belgisch Staatsblad* van 6 november 1998);
- van 27 oktober 1997 betreffende Bosnische ontheemden (*Belgisch Staatsblad* van 18 november 1997);
- van 30 september 1997 betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwonen in het kader van een duurzame relatie (*Belgisch Staatsblad* van 14 november 1997);

blijven van toepassing.

Indien een aanvraag laattijdig werd ingediend of niet voldoet aan de criteria zoals omschreven in het koninklijk besluit van 6 oktober 1999, kan de aanvrager bij de bevoegde Minister steeds buitengewone omstandigheden inroepen zoals bedoeld in artikel 9, derde lid van de wet van 15 december 1980.

2. Demande

- un formulaire dont le modèle figure en annexe de la présente circulaire sera remis au demandeur pour lui permettre d'introduire sa demande de régularisation;
- la demande doit être introduite en personne à la commune où l'intéressé a sa résidence effective, sur base du formulaire ci-joint;
- l'intéressé ne doit envoyer de copie de cette demande ni à la Commission de Régularisation, ni au Ministre de l'Intérieur ou à son délégué (l'Office des étrangers).
- la commune ne peut exiger de l'intéressé quelque paiement que ce soit relativement à l'introduction de cette demande;

A la demande de régularisation doivent être joints les éléments suivants :

a. conditions générales

- Une pièce qui prouve que
 - soit le demandeur ou ses enfants qui partagent la même résidence
 - soit l'époux cohabitant du demandeur ou les enfants de celui-ci, s'ils partagent la même résidence que le demandeur
 - est ou sont connu(s) de l'Office des étrangers, ou d'une autre administration ou d'un service public, tels qu'un service de police, une administration communale, un C.P.A.S., ou encore d'une école ou d'un hôpital;
- Le Ministre ou son délégué ne délivre pas d'attestation destinée à établir qu'il est satisfait à cette condition.

A la requête du demandeur, la commune procède à une vérification dans le Registre national et communique au demandeur son éventuel numéro national ainsi que la date d'introduction de la demande d'asile.

Si la commune ne peut obtenir cette information, elle procède à cette vérification auprès de l'Office des Etrangers.

- Toutes les données personnelles pertinentes relatives à l'intéressé (nom, prénom, lieu de naissance, date de naissance, état civil, nationalité, profession) et, le cas échéant, aux autres personnes concernées par la demande;
- une copie des documents de voyage et d'identité requis lors de l'entrée dans le pays; à défaut, tout document attestant de l'identité de l'intéressé;
- la mention de la résidence effective de l'intéressé;
- un aperçu de la composition de famille.

b. conditions particulières

1. Concernant les personnes qui ont demandé l'asile sans avoir reçu de décision exécutoire dans un délai de quatre ou trois ans :

- elles doivent indiquer leur numéro d'inscription à l'Office des Etrangers. L'inscription ne doit pas être prouvée par le demandeur;
- au cas où elles invoquent le délai de trois ans pour des enfants fréquentant un établissement scolaire, elles doivent en fournir la preuve par une attestation de fréquentation régulière délivrée par l'établissement scolaire en question.

Pour la détermination du délai de quatre ans (délai normal) ou trois ans (délai abrégé), il n'est pas tenu compte des demandes d'asile successives introduites par l'intéressé, à moins que la demande introduite dans le cadre de la dernière procédure ait été déclarée recevable.

2. Concernant les personnes qui ne peuvent retourner pour des raisons indépendantes de leur volonté :

- elles doivent faire une déclaration motivée, appuyée, le cas échéant, par des documents, sur les motifs de l'impossibilité de ce retour,
- soit en raison d'une situation spécifique dans le pays d'origine ou dans le pays dont ils ont la nationalité (cette impossibilité peut être présumée pour celui pour qui le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a formulé une clause de non-refoulement dans sa décision),
- soit parce qu'elles ne parviennent pas à obtenir les documents administratifs nécessaires à ce retour.

3. Concernant les personnes qui font valoir une maladie grave :

- elles doivent présenter une attestation médicale qui fait foi de cette maladie grave.

2. Aanvraag

- een formulier dat als bijlage bij deze omzendbrief is gevoegd zal aan de aanvrager worden overhandigd zodat hij zijn aanvraag tot regularisatie kan indienen;
- de aanvraag moet aan de hand van bijgevoegd formulier persoonlijk worden ingediend bij de gemeente waar de betrokkene zijn feitelijke verblijfplaats heeft;
- de betrokkene moet van deze aanvraag geen kopie sturen naar de Commissie voor regularisatie, noch naar de Minister van Binnenlandse Zaken of naar zijn gemachtigde (Dienst Vreemdelingenzaken);
- de gemeente mag van de betrokkene geen enkele betaling eisen met betrekking tot de indiening van deze aanvraag.

De volgende elementen moeten worden toegevoegd aan de regularisatieaanvraag :

a. algemene voorwaarden

- Een stuk waaruit blijkt dat
- hetzij de aanvrager zelf of zijn kinderen die op hetzelfde adres verblijven
- hetzij de echtgeno(o)t(e) van de aanvrager of zijn kinderen indien ze bij hem op hetzelfde adres verblijven

bij enige andere administratie of openbare dienst zoals de Dienst Vreemdelingenzaken, zoals de politie, een gemeentebestuur, een OCMW, of bij een andere instelling, zoals een school of ziekenhuis gekend is (zijn);

De Minister of zijn gemachtigde leveren geen attest af waaruit blijkt dat aan deze voorwaarde is voldaan.

Op verzoek van de aanvrager, doet de gemeente een nazicht van het Rijksregister en deelt aan de aanvrager zijn eventueel nationaal nummer mede evenals de datum van indiening van zijn eventuele asielaanvraag.

Indien de gemeente deze informatie niet rechtstreeks kan bekomen, doet ze navraag bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

- Alle relevante persoonsgegevens van betrokkene (naam, voornaam, geboorteplaats, geboortedatum, burgerlijke stand, nationaliteit, beroep) en desgevallend van alle personen die het voorwerp uitmaken van de regularisatieaanvraag;

- een kopie van de vereiste identiteits- en reisdocumenten bij binnenkomst van het land; bij gebreke, ieder ander document waaruit de identiteit van betrokkene blijkt;

- de vermelding van de effectieve verblijfplaats van betrokkene;

- een overzicht van de gezinssamenstelling.

b. specifieke voorwaarden

1. Betreffende de personen die asiel hebben aangevraagd zonder uitvoerbare beslissing te hebben bekomen binnen een termijn van vier of drie jaar:

- zij vermelden hun inschrijvingsnummer bij de Dienst Vreemdelingenzaken;

- indien zij aanspraak maken op de termijn van 3 jaar wegens schoolgaande kinderen, dienen zij hiervan het bewijs te leveren door een verklaring van regelmatig schoolbezoek afgeleverd door de bewuste school bij te voegen.

Voor het bepalen van de termijn van 4 jaar (normale termijn) of 3 jaar (verkorte termijn) wordt geen rekening gehouden met de opeenvolgende asielaanvragen ingediend door betrokkene, tenzij de laatst aanvraag ontvankelijk werd verklaard.

2. Betreffende de personen die, om redenen onafhankelijk van hun wil, niet kunnen terugkeren naar hun land van oorsprong of naar het land waarvan ze de nationaliteit hebben:

- zij dienen een gemotiveerde verklaring af te leggen, desgevallend, gestaafd door stukken waaruit blijkt dat de terugkeer onmogelijk is,

- hetzij wegens de specifieke situatie in het land van oorsprong of in het land waarvan zij de nationaliteit hebben (deze onmogelijkheid kan verondersteld worden voor degene waarvoor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen een niet terugleidings-clausule, heeft opgenomen in zijn beslissing)

- hetzij omdat zij de voor de terugkeer noodzakelijke administratieve documenten niet kunnen bekomen.

3. Betreffende de personen die een ernstige ziekte inroepen

- zij dienen deze te staven door een medisch attest.

4. Concernant les personnes qui font valoir des raisons humanitaires et qui ont développé des liens durables avec la Belgique :

- elles doivent faire une déclaration selon laquelle elles affirment

- soit n'avoir reçu aucun ordre de quitter le territoire dans les cinq ans précédant l'introduction de la demande, à moins d'établir qu'elles ont séjourné légalement en Belgique,

- soit être présentes en Belgique depuis plus de six ans, ou plus de cinq ans au jour de l'introduction de la demande, pour les familles avec enfants en âge de scolarité, auquel cas elles joindront le cas échéant une attestation de fréquentation régulière délivrée par l'établissement scolaire.

- Le demandeur joint toutes les pièces (ex. : attestation de travail, attestation scolaire, témoignages...) qu'il considère utiles à l'appui de sa demande.

- Postérieurement à la remise de la demande à la commune, le demandeur peut faire parvenir à la Commission toute pièce confirmative qu'il juge utile.

3. Rôle de l'administration communale.

- Le bourgmestre ou son délégué réceptionne les demandes, pour autant qu'elles soient introduites dans les trois semaines suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal, c'est-à-dire jusqu'au 2 novembre 1999 inclus au plus tard.

- Il remet un accusé de réception au demandeur.

- Il transmet la demande dans les huit jours de sa réception à la Commission des Régularisations, c/o Office des Etrangers, Bd.E. Jacquain, 152, 1000 Bruxelles.

- L'administration communale transmet, après vérification de la résidence, à la Commission de Régularisation, dans le mois qui suit l'introduction de la demande, un rapport social contenant tous les éléments utiles à l'examen du dossier. Dans ce transmis, il indique si le demandeur réside ou non à l'adresse qu'il a indiquée.

- Lorsque l'intéressé a un casier judiciaire vierge, cette information doit être mentionnée au rapport; dans le cas contraire, un extrait du casier judiciaire doit être joint. Dans cette dernière hypothèse, le bourgmestre peut compléter cet extrait par une appréciation portant sur le comportement du demandeur.

4. Procédure devant la Commission de régularisation

Les secrétaires de la Commission examinent le dossier transmis par la commune et vérifient s'il contient les pièces visées à l'article 8 de l'arrêté royal du 6 octobre 1999 afin que la demande puisse être examinée.

La Commission peut demander des éléments probants auprès de l'intéressé ou de l'administration communale afin de pouvoir se prononcer sur la demande.

L'intéressé ou la commune, selon le cas, doit donner suite à cette demande dans les trente jours.

Si l'intéressé omet d'y donner suite dans ce délai, la Commission peut émettre un avis négatif.

La Commission de Régularisation analyse la véracité de la déclaration d'impossibilité de retour. Elle peut recueillir à cette fin toute information auprès de toute instance qu'elle considère compétente.

Le fait d'être apatride n'implique pas en soi l'impossibilité de retour dans un pays particulier.

L'avis de la Commission est transmis au Ministre de l'Intérieur dans les quinze jours ouvrables.

En principe, le Ministre suivra l'avis de la Commission sauf dans les cas de contre-indication manifeste, notamment pour des motifs liés à la sécurité publique dont la survenance est postérieure à l'introduction de la demande.

Pour toute information, il est loisible de contacter les numéros verts du Centre pour l'égalité des Chances et la lutte contre le racisme : 0800/14912 (F) 0800/17364 (N)

Le Ministre de l'Intérieur,

A. Duquesne.

4. De personen die humanitaire redenen en een duurzame band met België kunnen laten gelden :

- zij dienen een verklaring af te leggen waarin zij bevestigen

- hetzij, geen bevel te hebben gekregen om het grondgebied te verlaten binnen de vijf jaar die de indiening van de aanvraag voorafgaan, tenzij ze het bewijs leveren dat ze wettelijk in België verbleven hebben,

- hetzij, meer dan zes jaar in België te hebben verbleven of meer dan 5 jaar op de dag van de indiening van de aanvraag voor ouders met schoolgaande kinderen, die een attest van schoolbezoek aan hun dossier zullen toevoegen.

- De aanvrager voegt alle stukken (bv attesten tewerkstelling, attest school, getuigenissen ...) bij die hij nuttig acht te ondersteuning van zijn dossier.

- Na de indiening van de aanvraag bij de gemeente, kan de aanvrager elk document dat hij nuttig acht overmaken aan de Commissie.

3. Taak van het gemeentebestuur.

- De burgemeester of diens gemachtigde zal de aanvragen in ontvangst nemen voor zover ze ingediend werden binnen de drie weken volgend op de inwerkingtreding van het koninklijk besluit, d.w.z. tot en met uiterlijk 2 november 1999.

- Aan de betrokkene zal een bewijs van in ontvangstname van de aanvraag worden overhandigd.

- Binnen de acht dagen na ontvangst zal hij deze aanvraag overmaken aan de Commissie voor Regularisatie, c/o Dienst Vreemdelingenzaken, E. Jacquainlaan, 152 te 1000 Brussel.

- Na controle van het verblijf, zal het gemeentebestuur binnen de maand na de indiening van de aanvraag een sociaal verslag overmaken aan de Commissie voor regularisatie met alle voor het dossier nuttige gegevens. Hierin wordt aangeduid of de aanvrager al dan niet op het aangegeven adres verblijft.

- Wanneer betrokkene een blanco strafregister heeft dient dit vermeld te worden in het verslag; anders dient een uittreksel uit het strafregister toegevoegd te worden. In dit laatste geval kan de burgemeester dit uittreksel aanvullen met een bemerking over het gedrag van de aanvrager.

4. Procedure bij de Commissie voor regularisatie

De secretarissen van de Commissie onderzoeken het door de gemeente overgemaakte dossier op de aanwezigheid van alle in artikel 8 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1999 bedoelde stukken opdat de aanvraag zou kunnen onderzocht worden.

De Commissie mag bij de betrokkene of bij het gemeentebestuur bijkomende stavingstukken opvragen ten einde zich te kunnen uitspreken over de aanvraag.

Betrokkene of de gemeente, naar gelang het geval, dienen hieraan binnen de dertig dagen gevolg te geven.

Indien betrokkene in gebreke blijft dit te doen binnen de gestelde termijn kan dit aanleiding geven tot een negatief advies van de Commissie.

De Commissie voor regularisatie onderzoekt de juistheid van de verklaring van onmogelijkheid tot terugkeer. Zij kan zich hiertoe laten inlichten door elke instantie die zij hiertoe geschikt acht.

Het feit dat iemand staatloos is impliceert geenszins de onmogelijkheid om naar een bepaald land terug te keren.

Het advies van de Commissie wordt binnen de vijftien werkdagen overmaakt aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

In principe, zal de Minister het advies van de Commissie volgen behoudens duidelijke tegenindicatie, inzonderheid wegens redenen van openbare veiligheid die zich hebben geuit na de indiening van de aanvraag.

Voor alle inlichtingen, kan u de groene nummers contacteren van het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding: 0800/17364 (N) 0800/14912 (F).

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. Duquesne.

FORMULAIRE DE DEMANDE

1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU DEMANDEUR

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

LIEU DE NAISSANCE :

NATIONALITE :

PROFESSION : (joindre attestation éventuelle de l'employeur)

ADRESSE :

CELIBATAIRE : MARIE DEPUIS :COHABITANT DEPUIS :DIVORCE DEPUIS :VEUF DEPUIS :SEPRE DEPUIS :

2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES PERSONNES CONCERNEES PAR LA DEMANDE

A. PARTENAIRE

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

LIEU DE NAISSANCE :

STATUT :

NATIONALITE :

PROFESSION :

ADRESSE :

LIEN avec le demandeur :

B. ENFANTS Nombre :

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

NATIONALITE :

NOM DE L'ECOLE :

LIEN avec le demandeur :

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

NATIONALITE :

NOM DE L'ECOLE :

LIEN avec le demandeur :

EN BELGIQUE DEPUIS :

AANVRAAGFORMULIER

1. INLICHTINGEN BETREFFENDE DE AANVRAGER

NAAM:

VOORNAAM :

GEBORTE DATUM:

GEBORTE PLAATS:

NATIONALITEIT:

BEROEP: (eventuele attestaten werkgever)

ADRES:

ONGEHUWD : GEHUWD SEDERT:SAMENWONEND SEDERT:UIT DE ECHT GESCHEIDEN SEDERT:WEDUWE(NAAR) SEDERT:FEITELIJK GESCHEIDEN SEDERT:

2. INLICHTINGEN BETREFFENDE ANDERE PERSONEN DIE HET VOORWERP UITMAKEN DE AANVRAAG :

A. PARTNER

NAAM :

VOORNAAM:

GEBORTE DATUM:

GEBORTE PLAATS:

STATUUT :

NATIONALITEIT:

BEROEP:

ADRES:

BAND met de aanvrager

B. KINDEREN: Aantal:

NAAM:

VOORNAAM:

GEBORTE DATUM:

NATIONALITEIT:

NAAM SCHOOL :

Band met de aanvrager:

NAAM:

VOORNAAM:

GEBORTE DATUM:

NATIONALITEIT:

NAAM SCHOOL:

Band met de aanvrager:

IN BELGIE SEDERT :

<p>3. MOTIFS A L'APPUI DE LA DEMANDE :</p> <p>1. Demandeurs d'asile en procédure depuis plus de quatre ou trois ans</p> <ul style="list-style-type: none"> - Numéro d'inscription auprès de l'Office des étrangers : - Durée de la procédure : - Enfants fréquentant un établissement scolaire : <p>NOM PRENOM NOM PRENOM</p> <p>Je joins les attestations de fréquentation scolaire en annexe</p> <p style="text-align: right;">Signature</p> <p>2. Impossibilité de retour</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposé motivé des raisons qui empêchent l'intéressé de retourner dans le pays d'origine ou dans le pays de nationalité. <p>Je joins l'exposé de ces raisons ainsi que tout document à l'appui de ces raisons</p> <p style="text-align: right;">Signature</p> <p>3. Maladie grave</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation médicale faisant foi de la maladie grave <p>Je joins l'attestation médicale en annexe</p> <p style="text-align: right;">Signature</p> <p>4. Circonstances humanitaires et attaches sociales durables</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposé des circonstances humanitaires et des attaches sociales durables <p>Je joins l'exposé de ces circonstances et de la nature des attaches sociales durables en annexe</p> <p style="text-align: right;">Signature</p> <p>O Je déclare ne pas avoir pas reçu d'ordre de quitter le territoire dans les cinq dernières années, à moins d'avoir séjourné légalement en Belgique;</p> <p style="text-align: right;">Signature</p> <p>O Je déclare être resté au moins durant six ans dans le pays sans interruption (cinq ans pour les parents qui ont des enfants fréquentant un établissement scolaire; dans ce cas, je joins une attestation de fréquentation scolaire au dossier).</p> <p style="text-align: right;">Signature</p>	<p>3. MOTIEVEN TER STAVING VAN DE AANVRAAG :</p> <p>1. Asielaanvragers waarvan de procedure sedert meer dan vier of drie jaar duurt</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nummer Dienst Vreemdelingenzaken : - Duur procedure : - Schoolgaande kinderen : <p>NAAM VOORNAAM NAAM VOORNAAM</p> <p>Ik voeg de attesten van schoolbezoek bij</p> <p style="text-align: right;">Handtekening</p> <p>2. Onmogelijkheid tot terugkeer</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gemotiveerde verklaring waarom betrokkene niet kan terugkeren naar het land van oorsprong of naar het land van nationaliteit. <p>Ik voeg de gemotiveerde verklaring bij evenals elk document ter staving.</p> <p style="text-align: right;">Handtekening</p> <p>3. Ernstige ziekte</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medisch attest dat de ernstige ziekte staat. <p>Ik voeg het medisch attest bij.</p> <p style="text-align: right;">Handtekening</p> <p>4. Humanitaire redenen en duurzame sociale banden</p> <ul style="list-style-type: none"> - Uiteenzetting van de humanitaire redenen en van de duurzame sociale banden. <p>Ik voeg de uiteenzetting van deze redenen en van de aard van de duurzame sociale banden bij.</p> <p style="text-align: right;">Handtekening</p> <p>O Ik verklaar geen bevel te hebben gekregen om het grondgebied te verlaten binnen de laatste vijf jaar, tenzij wettelijk in België verbleven te hebben;</p> <p style="text-align: right;">Handtekening</p> <p>O Ik verklaar gedurende minstens zes jaar ononderbroken in het land te hebben verbleven (vijf jaar voor de ouders met schoolgaande kinderen; in dit geval voeg ik een attest van schoolbezoek bij het dossier).</p> <p style="text-align: right;">Handtekening</p>
---	--